

Moralisation de l'administration

Le franc parler suffira-t-il?

Toujours dans cet état d'esprit, le Premier ministre, Me Sghair Ould M'Bareck a tenu le 12 janvier 2004, une réunion avec les cadres du ministère de la Santé et des Affaires Sociales. Les propos du Premier ministre confirmaient ce nouveau style direct, adopté par le gouvernement. Là aussi, M. Sghair Ould M'Bareck n'y est pas allé avec le dos de la cuillère et va dénoncer de façon claire, les maux dont souffre l'administration. Il mettra à nu dans un langage concis et franc les tares qui gangrènent l'administration et de ce fait handicapent la marche du pays vers le progrès et le développement. En tout cas, les observateurs ont été unanimes à dire que le chef du gouvernement a fait un diagnostic adéquat et exhaustif de l'état dans lequel se trouve l'administration du pays. Mais quelles solutions adopter pour combattre efficacement ces maux ? Les dénoncer, simplement ne suffira point. D'ailleurs, le Premier ministre avait ébauché une esquisse de mesures en évoquant l'instauration du principe de la sanction et de la récompense. Mais est-ce suffisant pour renverser la vapeur d'une vieille locomotive grippée ? Où la gabe-gie, la paresse et le favoritisme ont été institués en valeurs ?

L' indispensable volonté ferme

Il est évident que la manière d'adopter un franc-parler de la part des autorités ne peut constituer une thérapie de choc. Lorsque les responsables politiques abordent ces questions de façon publique et en les condamnant systématiquement sans équivoque, cela brise le tabou. Ainsi, au moins, les pratiques délictueuses qui se font dans l'administration ne peuvent plus passer inaperçues. Etant donné qu'elles seront considérées comme illégales et négatives, les administrateurs se sentiront dans la gêne et feront un peu de retenue dans leurs agissements. Il fallait voir dans les ministères, au lendemain du discours du Premier ministre. Les fonctionnaires étaient montés plutôt que d'habitude. Chose rare et inimaginable, il y a quelque temps, tout le monde était en place pratiquement avant 8 heures. Du simple planton jusqu'au directeur du département en passant par les chefs de service, tous étaient venus à l'heure. Car les propos tenus par le chef du gouvernement ont constitué un cataclysme, qui a frappé les esprits. Cela a eu le mérite de lancer le débat puisque l'intervention du Premier ministre était l'objet de toutes les discussions. L'état de l'administration alimentait les débats dans

les salons et chacun y allait de sa petite idée. La nécessité d'apporter des changements avait émergé comme solution incontournable. On le voit, il suffit de peu pour changer les choses. Mais pour que cela puisse perdurer il faut qu'il y ait derrière, une ferme volonté qui ne se laissera pas éroder par l'érosion du temps, et les contre-courants de la marée. Alors, il n'y a rien de mieux pour pérenniser les résultats que d'agir sur les mentalités. Or, pour faire évoluer les mentalités il faut opérer des choix et s'y engager résolument. Il y a un bail que le monde s'est modernisé. Nous entrons dans le 3ème millénaire. Que de chemin a été fait par de nombreuses nations qui ont franchi beaucoup d'obstacles afin de retrouver la voie qui mène vers le salut. Mais cette réussite a exigé des sacrifices de la part de ces nations en procédant à des choix. Le monde a tendance à s'uniformiser en devenant un village planétaire. Personne ne peut rester indifférent vis-à-vis des autres et vouloir s'isoler. Les télévisions satellitaires ont brisé les frontières et les différences culturelles sont en train de se gommer. Certes ce n'est pas une raison pour abandonner la sienne au profit d'autres puisque c'est elle qui représente l'identité et différencie l'individu de cette mare humaine. Pour autant, on doit se montrer solidaire du monde qui nous entoure. Ce qui exige de l'ouverture. Ainsi on optera pour la modernité en choisissant de vivre son époque. Ce choix implique le changement de mentalité de la part de tout le monde aussi bien les administrateurs que les administrés. Et cela en sachant que certaines valeurs n'ont plus leur raison d'être dans un pays moderne. Le tribalisme, le népotisme, le régionalisme, l'impunité, le gaspillage, le détournement des deniers publics... et on en passe, sont devenus anachroniques. Ils ne portent que des préjudices à la Nation tout entière. Et ce changement doit être voulu d'en haut en y employant les mass-médias à éduquer les citoyens. Un citoyen conscient de son devoir et de ses droits est un citoyen qui ne peut qu'agir pour le bien de son pays.

Et à défaut d'une synergie de la volonté "d'en haut" avec l'appropriation "d'en bas", le retour à la case départ restera de mise. Me Sghair Ould Mbareck n'est pas le premier chef du gouvernement à vouloir mettre l'administration au pas. Cette dernière a toujours trouvé le bonne formule face aux relents de moralisation : Faire semblant de jouer le jeu en attendant que l'orage passe. Incorrigible administration !